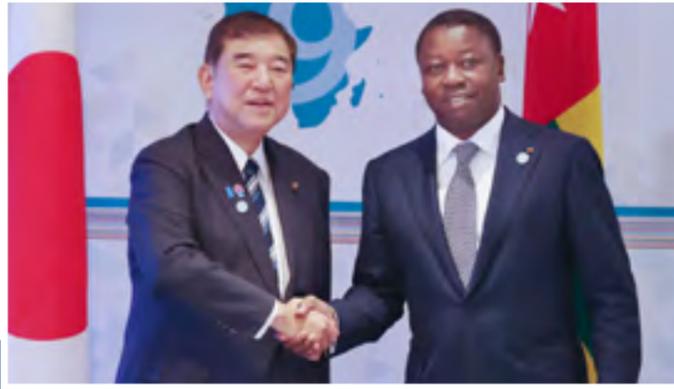


Yokohama / TICAD 9

P.2

FAURE GNASSINGBE ET SHIGERU ISHIBA REAFFIRMENT LA SOLIDITE DES RELATIONS ENTRE LE TOGO ET LE JAPON



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 636 du 22 Août 2025



FAURE GNASSINGBE FACE AUX GEANTS ECONOMIQUES JAPONAIS :

P.3

« Le Togo est un pays politiquement et économiquement très stable. Il constitue un centre logistique régional avec un fort potentiel de développement » Déclaration de **M. Hayashi Nobumitsu**, Gouverneur de la Banque Japonaise pour la Coopération Internationale (**JBIC**)



TICAD 9:

P.2

LE TOGO PROPOSE LES CONTOURS D'UN NOUVEAU PARTENARIAT AFRIQUE-OCEAN INDIEN

Entrepreneuriat au Togo

P.6

LE GOUVERNEMENT LANCE UN SONDAGE POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES PORTEURS DE PROJETS

Togo-Gabon

P.5

UNE COOPÉRATION BILATÉRALE EN PLEINE EXPANSION

Décentralisation au Togo

P.6

69 COMMUNES BÉNÉFICIENT DU PROGRAMME D'APPUI AU FINANCEMENT (PAFC)

LOMÉ ACCUEILLE LE PROPHÈTE JEREMIAH OMOTO FUFÉY POUR UNE GRANDE CROISADE DE DÉLIVRANCE

SYNBANK ET SYNASSUR DÉNONCENT LES INÉGALITÉS SALARIALES ET LES PRATIQUES ABUSIVES DANS LES SECTEURS BANCAIRE ET ASSURANTIEL AU TOGO

P.7



Le Togo à la barre de l'ABM

MILA AZIABLE PREND LA PRESIDENCE

P.5

POUR L'EAU, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

FAURE GNASSINGBE ET SHIGERU ISHIBA REAFFIRMENT LA SOLIDITE DES RELATIONS ENTRE LE TOGO ET LE JAPON

À l'occasion de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), qui s'est ouverte ce 20 août 2025 à Yokohama au Japon, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a marqué de son empreinte les travaux de haut niveau en multipliant les échanges stratégiques avec les autorités japonaises et les partenaires internationaux.

Quelques heures après l'ouverture officielle de la conférence, le Président du Conseil s'est entretenu en tête-à-tête avec le Premier ministre japonais, Shigeru Ishiba. Cette rencontre bilatérale, empreinte de cordialité et de vision commune, a permis de réaffirmer la solidité des relations entre le Togo et le Japon, fondées sur la confiance, la coopération technique et le dialogue constant.

Les discussions, élargies aux membres des deux délégations, ont porté sur les axes prioritaires de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines des infrastructures, de la sécurité alimentaire, de la cartographie numérique et de la lutte contre la pauvreté. Le Président Faure Gnassingbé a exprimé sa volonté d'intensifier les investissements japonais au Togo, en mettant en avant les opportunités offertes par le port de Lomé, véritable hub logistique régional, où un projet structurant porté par Toyota Tsusho est en cours de négociation.

Le renforcement de la connectivité régionale a été au cœur des échanges, avec une ambition claire : faire du Togo un carrefour stratégique pour le commerce et la mobilité en Afrique de



l'Ouest. Le Chef de l'État a également insisté sur l'importance de soutenir les jeunes et les femmes, moteurs du développement inclusif, en lien avec les priorités de la TICAD 9. Sur le plan sécuritaire, les deux dirigeants ont

abordé les défis majeurs auxquels fait face la région, notamment au Sahel. Le Président du Conseil a plaidé pour une mobilisation accrue des partenaires internationaux, soulignant que la paix et la stabilité passent par des

politiques de développement équitables et durables. Le rôle du Togo en tant que médiateur dans la gestion de certaines crises régionales a été salué par le Premier ministre japonais, qui a réitéré l'engagement de son pays à accompagner les efforts de paix et de justice sociale en Afrique.

Le Président Faure Gnassingbé a également appelé à un dialogue plus inclusif et plus franc entre l'Afrique et ses partenaires, afin que les besoins réels des populations africaines soient mieux pris en compte dans les politiques de coopération. Il a salué l'organisation exemplaire de la TICAD 9 et la pertinence des thématiques abordées, en particulier celles liées au développement durable piloté par le secteur privé.

Dans la soirée, le Président du Conseil a été convié à un banquet officiel offert par le Premier ministre japonais, en l'honneur des chefs d'État africains présents à Yokohama. Ce moment de convivialité a permis de renforcer les liens diplomatiques et d'ouvrir la voie à de nouvelles synergies entre le Togo et le Japon, dans une dynamique de co-création et de partenariat gagnant-gagnant. À l'issue de cette journée riche en échanges, les deux parties ont convenu de renforcer le suivi des engagements issus de la TICAD 9, avec pour objectif de traduire les ambitions en actions concrètes et durables au service du développement du Togo et du continent africain.

Germain POULI

TICAD 9:

LE TOGO PROPOSE LES CONTOURS D'UN NOUVEAU PARTENARIAT AFRIQUE-OCEAN INDIEN



Le 20 août 2025 à Yokohama, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris la parole lors du Forum sur le partenariat économique entre l'Afrique et les pays de l'Océan Indien, organisé dans le cadre de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9). Devant un parterre de dirigeants, d'investisseurs et de partenaires internationaux,

le Chef de l'État togolais a présenté une vision ambitieuse pour bâtir un partenariat économique renouvelé, fondé sur la co-création, la connectivité et la souveraineté partagée.

Ce forum, placé sous le thème « Le développement de l'Afrique grâce à la coopération avec le Japon et l'Océan Indien », a réuni des personnalités de premier plan, dont le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba et le Président du Mozambique, Daniel Francisco Chapo. Ensemble, ils ont exploré

les moyens d'intensifier les investissements japonais en Afrique, en synergie avec les pays riverains de l'Océan Indien.

Dans son intervention, Faure Gnassingbé a articulé sa réflexion autour de trois axes majeurs : le rôle logistique et industriel de l'Afrique, la co-création de chaînes de valeur industrielles, et le repositionnement géopolitique de la zone Afrique-Océan Indien comme espace stratégique de convergence.

Lomé, carrefour logistique entre l'Atlantique et l'Indien

Le Président togolais a mis en lumière la position géostratégique du Togo, soulignant l'importance du port de Lomé, seul port en eau profonde de la côte ouest africaine. Ce port, déjà reconnu comme un hub logistique performant, est appelé à jouer un rôle central dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Il a salué l'annonce de l'installation de Toyota au Togo comme un signal fort de confiance envers les infrastructures nationales et la stabilité du pays.

« Le port de Lomé est capable de connecter directement la production industrielle japonaise au marché africain », a-t-il affirmé, appelant à renforcer les investissements dans les infrastructures logistiques pour fluidifier les échanges entre

l'Afrique, l'Asie et les pays de l'Océan Indien.

Vers une nouvelle ère industrielle Afrique-Japon

Au-delà des infrastructures, Faure Gnassingbé a plaidé pour une transformation du modèle économique actuel. Il a proposé la co-création de chaînes de valeur industrielles entre l'Afrique et le Japon, fondée sur la valorisation des ressources locales, le transfert de technologie et la création d'emplois. Il a insisté sur l'importance d'impliquer la jeunesse africaine comme acteur central de cette dynamique.

« Nous ne voulons pas être une simple plateforme de transit. Nous voulons produire localement, transformer nos ressources et faire de notre jeunesse des acteurs de la production », a-t-il déclaré. Des secteurs comme l'automobile, l'énergie, le numérique et l'agro-industrie ont été identifiés comme leviers de cette coopération industrielle.

L'Océan Indien, pont naturel entre l'Afrique et l'Asie

Dans une perspective géopolitique, le Président du Conseil a proposé de repositionner la zone Afrique-Océan Indien comme une extension naturelle des échanges intercontinentaux. Il a souligné que le port de Lomé, par sa

situation stratégique, participe déjà à la continuité logistique entre l'Atlantique et l'Océan Indien.

Il a exprimé le souhait que l'Afrique de l'Ouest devienne un pilier d'un espace indo-pacifique équilibré, garantissant la sécurité maritime, la souveraineté économique et la coopération entre continents. Cette vision s'inscrit dans les ambitions de la TICAD et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Une coopération à dimension humaine et écologique. Enfin, le Président togolais a rappelé que le développement ne peut être dissocié de ses dimensions humaine et environnementale. Il a appelé à promouvoir une économie bleue et verte, respectueuse des populations et des écosystèmes marins, pour faire de l'espace indo-océanique un modèle de durabilité et d'inclusion.

Par cette intervention, Faure Gnassingbé a affirmé le rôle moteur que peut jouer le Togo dans la refondation des partenariats stratégiques entre l'Afrique et le reste du monde. Sa vision repose sur la confiance, la réciprocité, l'innovation et la souveraineté économique. À travers la TICAD 9, le Togo confirme son engagement à bâtir des ponts solides entre les continents, au service d'un développement partagé et durable.

Togoreveil

FAURE GNASSINGBE FACE AUX GEANTS ECONOMIQUES JAPONAIS : « Le Togo est un pays politiquement et économiquement très stable. Il constitue un centre logistique régional avec un fort potentiel de développement » Déclaration de M. Hayashi Nobumitsu, Gouverneur de la Banque Japonaise pour la Coopération Internationale (JBIC)



En marge de la 9^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a intensifié à Yokohama, les échanges bilatéraux avec des acteurs économiques majeurs du Japon, affirmant la volonté du Togo de bâtir un partenariat stratégique, inclusif et durable avec l'archipel nippon.

Des rencontres ciblées pour des partenariats concrets

Parmi les temps forts de cette mission diplomatique, l'entretien avec M. Hayashi Nobumitsu, Gouverneur de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), a permis d'explorer les mécanismes de financement et d'accompagnement des entreprises japonaises souhaitant investir au Togo. La JBIC, bras financier du gouvernement japonais, a salué la stabilité politique et économique du Togo, ainsi que sa position géographique stratégique en Afrique de l'Ouest.

« Le Togo est un pays politiquement et économiquement très stable. Il constitue un centre logistique régional avec un fort potentiel de



développement », a affirmé M. Hayashi.

Le Président du Conseil a présenté les priorités économiques du Togo, notamment dans les secteurs de la logistique, des infrastructures, des mines et de la formation professionnelle, soulignant les opportunités d'investissement et les réformes mises en œuvre pour

améliorer le climat des affaires.

Dialogue avec les géants industriels japonais

Faure Gnassingbé a également échangé avec M. Ohashi Tesuji, PDG de Komatsu Ltd, et M. Karube Jun, Directeur général Afrique du Keidanren — la puissante fédération

des entreprises japonaises. Ces discussions ont porté sur : le développement d'infrastructures logistiques et industrielles, le renforcement des capacités humaines à travers des partenariats de formation et l'intégration du Togo dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

« Le Togo devient une plateforme

majeure en Afrique, une porte d'entrée vers le continent. Il souhaite renforcer ses relations avec le Keidanren pour former davantage de ressources humaines », ont souligné les représentants japonais.

Vers un partenariat stratégique et durable

Ces rencontres illustrent une convergence d'intérêts entre le Togo et le Japon : d'un côté, un pays africain stable, ambitieux et ouvert aux investissements ; de l'autre, une puissance économique en quête de nouveaux relais de croissance et de coopération en Afrique. Les deux parties se sont engagées à poursuivre les discussions pour définir un cadre structurant à ce partenariat.

Le Président du Conseil a réaffirmé l'engagement du Togo à créer un environnement propice aux affaires, à favoriser les transferts de compétences et à bâtir une coopération économique fondée sur la confiance, la transparence et l'impact durable.

Germain POULI



CABINET DE GEOMATIQUE

Agoè-Nanegbé-Lomé-TOGO, non loin de la Station T-OIL NANEGBE,

☎ 00228 93 73 27 47 / 79 66 14 42 📞 91 15 53 39 🌐 afrimetinter@gmail.com 📘 afrimet

- Base de données Spatiales
- Base de données Informatique SQL
- Production Cartographique
- Traitement d'images satellitaires
- Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- Lotissements et financement de lotissements

- Levés et plans de terrains
- Géolocalisation de terrains perdus
- Conception de plans de maisons
- Achat et vente de terrains/maisons
- Suivi des titres fonciers
- Formations

- Systèmes d'Information Géographique (SIG)
- Cartographie
- Géométrie
- Topographie
- Base de données SQL
- Géolocalisation (GPS)
- Architecture

...Une Afrique des métiers

TICAD 9/ ouverture officielle

LE TOGO RENFORCE SON RÔLE STRATÉGIQUE DANS LA COOPÉRATION AFRIQUE-JAPON



Ce 20 août 2025, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a participé à Yokohama (Japon) à l'ouverture officielle de la neuvième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9). Aux côtés du Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, de dirigeants africains et de hauts représentants des Nations unies et du Groupe de la Banque mondiale, le Togo réaffirme ainsi son engagement en faveur d'un partenariat stratégique renforcé entre l'Afrique et le Japon. La présence du Président du Conseil à cette rencontre internationale s'inscrit dans une triple dynamique stratégique à savoir le renforcement de la coopération bilatérale avec le Japon, notamment dans les secteurs portuaire, technologique, énergétique et agricole, l'alignement du Togo sur les objectifs de développement et d'intégration économique du continent, en lien avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la mise en œuvre de la ZLECAF, et la contribution active aux réflexions multilatérales sur les enjeux globaux, en particulier la paix, la sécurité, le développement humain, la transition énergétique et la résilience face aux

chocs mondiaux.

Le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a salué la participation active des dirigeants africains à ce sommet de haut niveau, soulignant l'importance de co-construire des solutions innovantes pour répondre aux défis communs de l'Afrique, du Japon et de la communauté internationale.

La cérémonie d'ouverture a été suivie d'un panel de haut niveau sur le thème : « Paix et stabilité : Garantir la dignité et la sécurité humaine ». À cette occasion, les participants ont exploré les moyens de soutenir les efforts de l'Afrique en matière de prévention et de résolution des conflits, en mettant en avant le concept de sécurité humaine ainsi que la nécessité de renforcer le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix.

Un accent particulier a été mis sur le rôle croissant des femmes et des jeunes dans la prévention des conflits, ainsi que sur la lutte contre les causes profondes de l'instabilité, telles que les inégalités, la pauvreté, et l'exclusion sociale.

Ces discussions trouvent un écho particulier dans les efforts du Togo qui s'engage activement en faveur de la consolidation de la

paix sur le continent, à travers une diplomatie proactive fondée sur le dialogue, la médiation et la conciliation. Le pays joue ainsi un rôle primordial dans plusieurs initiatives régionales visant à apaiser les tensions et à promouvoir la stabilité, tout en mettant en œuvre, sur le plan national, des politiques inclusives favorisant la cohésion sociale, le développement durable, et la sécurité humaine.

L'agenda de la TICAD9 prévoit deux autres panels, portant respectivement sur la promotion du commerce et de l'investissement, ainsi que sur le développement humain comme fondement d'un avenir durable et inclusif.

Ces thématiques viennent compléter les réflexions sur la paix et la sécurité, tout en soulignant l'importance d'une approche holistique du développement, où la prospérité économique, le progrès social et la stabilité politique sont étroitement liés. Elles s'inscrivent dans la vision portée par de nombreux États africains, dont le Togo, qui œuvre à créer un environnement favorable à l'investissement tout en plaçant l'humain au cœur de ses politiques publiques.

En marge de ces séances, plus de 200 événements thématiques en présentiel sont

organisés, avec pour objectif d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2030 de l'Union africaine.

Lancée en 1993, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) est devenue au fil du temps l'une des plateformes multilatérales les plus influentes en matière de développement.

Coorganisée par le gouvernement japonais, les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Groupe de la Banque mondiale, elle met un accent particulier sur la paix, la gouvernance et un développement centré sur les populations. Le Togo a toujours participé activement à toutes les éditions de la TICAD, qu'elle se tienne au Japon ou dans un pays africain, afin d'apporter sa contribution aux réflexions stratégiques et de promouvoir des partenariats concrets en faveur du développement durable du continent.

K.Y.

TICAD9

L'ARRIVÉE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ À YOKOHAMA AU JAPON



La neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD9) s'ouvre officiellement ce mercredi 20 août 2025 à Yokohama. Arrivé ce mardi au Japon, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, prend part aux travaux axés sur le thème « Co-créer des solutions innovantes avec l'Afrique ».

Cette rencontre de haut niveau est organisée à l'initiative du gouvernement japonais conjointement avec les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Groupe de la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine pour mener des réflexions autour des thématiques transversales telles que « le développement durable piloté par le secteur privé », « les jeunes et les femmes », « l'intégration régionale » et « le renforcement de la connectivité à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique ».

Ce rendez-vous constitue une

plateforme stratégique de discussion entre le Japon, les pays africains et les partenaires en développement dans les domaines économique, social, de la paix et la stabilité.

Le Président du Conseil aura, pour la circonstance, des échanges approfondis avec plusieurs personnalités officielles japonaises sur des sujets d'intérêt commun, des opérateurs économiques et bien d'autres acteurs sur les opportunités d'investissement et les atouts qu'offre le Togo dans divers secteurs en lien avec les priorités du gouvernement.

En rappel, le Togo entretient avec le Japon d'excellentes relations d'amitié et de coopération à travers la mise en œuvre de la politique des grands travaux d'infrastructures, d'élaboration de la cartographie numérique, de souveraineté alimentaire et de lutte contre la pauvreté.

Komla Y.

Togo-Gabon

UNE COOPÉRATION BILATÉRALE EN PLEINE EXPANSION

Le Président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adedze, s'est entretenu ce mercredi 20 août 2025, au siège de l'Assemblée nationale, avec M. Maximin Mangoualamangoye, Ambassadeur du Gabon au Togo. Lors de cette audience, le diplomate gabonais a réaffirmé la volonté de son pays de consolider et d'élargir les liens bilatéraux. La rencontre a permis aux deux personnalités d'aborder plusieurs sujets liés au renforcement des relations bilatérales et diplomatiques entre les deux pays. Le diplomate gabonais a souligné l'ancienneté des relations entre les deux nations et réaffirmé l'engagement du Gabon à les intensifier, tout en explorant de nouveaux axes de partenariat au bénéfice des deux peuples. « Nous avons la culture, le commerce, le tourisme, qui sont

des secteurs prioritaires pour nos deux pays et sur lesquels nous souhaitons coopérer encore plus. Et ce qu'il faudra faire, c'est de faire en sorte que nos deux chambres de commerce puissent collaborer ensemble pour déclinier les meilleures options pour le développement dans le cadre de la coopération économique entre nos deux pays », a indiqué le diplomate gabonais. Cette initiative s'inscrit dans la continuité d'une relation diplomatique historique entre Lomé et Libreville, fondée sur le respect mutuel et la volonté de bâtir un avenir partagé. Les deux États entendent désormais intensifier leurs échanges et multiplier les partenariats stratégiques au bénéfice de leurs populations.

Elysée J.



Le Togo à la barre de l'ABM

MILA AZIABLE PREND LA PRÉSIDENTE POUR L'EAU, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE



Lomé, 18 août 2025 — Le Togo renforce son leadership régional en reprenant la présidence du Conseil des ministres de l'Autorité du Bassin du Mono (ABM), une institution stratégique pour la gestion concertée des ressources en eau partagées avec le Bénin. À l'issue de la 7^e session ordinaire tenue en ligne, la ministre togolaise de l'Eau et de l'Assainissement, Mila Mawunyo Aziablé, a été élue à la tête de l'organisation, marquant une nouvelle étape dans l'engagement du pays pour une gouvernance hydrique durable et inclusive.

« J'accepte avec humilité et détermination la présidence du conseil des ministres de l'ABM. Je travaillerai avec chacun de vous pour renforcer notre gouvernance, mobiliser les ressources nécessaires et concrétiser cette vision commune : faire de cette institution une référence sous-régionale », a déclaré la ministre.

L'ABM : Une coopération vitale entre le Togo et le Bénin

Créée en décembre 2014, l'Autorité du Bassin du Mono est bien plus qu'un cadre institutionnel : c'est un levier de paix, de développement et de résilience climatique. Elle incarne la volonté des deux États riverains — le Togo et le Bénin — de gérer de manière intégrée et durable les ressources en eau du bassin du fleuve Mono, qui traverse les deux pays et irrigue des zones agricoles, urbaines et rurales vitales. Les missions de l'ABM incluent : La coordination des

politiques de gestion de l'eau entre les deux pays, la prévention des conflits liés à l'usage de la ressource, la promotion d'une intégration socio-économique bénéfique aux populations riveraines et la mobilisation de financements pour des projets d'infrastructures hydrauliques, d'assainissement et de préservation des écosystèmes

Une présidence togolaise porteuse de vision

Le retour du Togo à la présidence de l'ABM n'est pas anodin. Il témoigne de la reconnaissance régionale pour les efforts du pays en matière de gouvernance de l'eau, de diplomatie environnementale et d'engagement communautaire. Sous l'impulsion de la ministre Aziablé, le Togo entend : Renforcer la transparence et l'efficacité des mécanismes de gouvernance, accélérer la mise en œuvre des projets structurants pour les populations et positionner l'ABM comme un modèle de coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest

La session a également permis de dresser le bilan des engagements précédents et de tracer de nouvelles orientations pour une gestion concertée et durable du bassin, dans un contexte de changement climatique et de pression démographique croissante.

Patrick NIMA

TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui révèle

Visitez notre page web

- Politique
- Éducation
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

www.perspectiveinfo.com/togoreveil

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tél: 22 36 18 58 02 BP 20061 LOME
COMITÉ DE RÉDACTION Komi YAND Marcel A. SOGLO Londou KAWANA Patrick Nima Pégy	Adresse 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 58 90 02 76 54 E-mail: gpouille@yahoo.fr
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aissata TOURE	Tirage 4000 Exemplaires
SECRÉTARIAT Micheline MENSAH	IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U
INFOGRAPHIE Alex KPATIDE (91 77 29 84)	

Décentralisation au Togo

69 COMMUNES BÉNÉFICIENT DU PROGRAMME D'APPUI AU FINANCEMENT (PAFC)



Le processus de décentralisation au Togo franchit une nouvelle étape décisive avec le lancement officiel du Programme d'appui au financement des communes (PAFC). Soutenu par la banque allemande KfW, ce programme ambitieux

vise à renforcer les capacités des collectivités locales dans les régions Centrale, Plateaux et Kara.

Doté d'un budget de 20 millions d'euros, soit environ 13 milliards FCFA, le PAFC s'étendra sur quatre ans. Il cible 69 communes dans sa

première phase, avec pour objectif de financer des projets à fort impact socio-économique. Parmi les priorités : la Construction et la réhabilitation d'infrastructures locales; l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable) et le

renforcement des compétences des acteurs municipaux.

Ce programme marque une volonté claire de rendre les communes plus autonomes, dynamiques et capables de répondre aux besoins de leurs populations.

Une deuxième phase est déjà prévue, avec une enveloppe supplémentaire de 12 millions d'euros (7,8 milliards FCFA). Elle permettra d'étendre le PAFC à l'ensemble des 117 communes du pays, consolidant ainsi les acquis et favorisant un développement local durable.

La mise en place imminente des nouveaux exécutifs communaux vient renforcer cette dynamique. Comme l'a souligné Hodabalo Awate, ministre de l'Administration territoriale : « La mise en place prochaine des nouveaux exécutifs communaux constituera un tournant décisif dans la mise en œuvre du PAFC. »

Ce programme incarne une avancée majeure vers des collectivités plus fortes, responsables et engagées pour le bien-être des Togolais.

Elysée J.

Entrepreneuriat au Togo

LE GOUVERNEMENT LANCE UN SONDAGE POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES PORTEURS DE PROJETS



Dans le cadre de sa politique de soutien à l'entrepreneuriat, le gouvernement togolais, à travers le ministère du Développement à la base, a lancé une opération de grande envergure visant à mieux cerner les besoins des porteurs de projets. Cette initiative prend la forme d'un sondage national ouvert jusqu'au 30 août, destiné à recueillir les attentes, défis et ambitions des entrepreneurs togolais.

Ce sondage permettra d'identifier les principales difficultés rencontrées par les très petites et moyennes entreprises (TPME), qui représentent plus de 90 % des entreprises formelles au Togo. Parmi les enjeux majeurs figurent l'accès au financement, le renforcement des compétences, la formalisation des activités, l'accès aux marchés, l'innovation et la digitalisation.

Les données collectées serviront à ajuster les

programmes d'appui existants, à renforcer les dispositifs de formation, et à faciliter la mise en relation avec des partenaires publics et privés.

Il faut souligner que depuis plusieurs années, l'exécutif togolais multiplie les initiatives pour stimuler l'esprit d'entreprise et favoriser la création d'emplois. Cette nouvelle démarche s'inscrit dans une volonté de rendre l'accompagnement plus efficace et plus adapté aux réalités du terrain.

Le gouvernement invite donc tous les entrepreneurs, porteurs de projets et acteurs économiques à remplir le formulaire de recueil des besoins mis à disposition. Cette contribution est essentielle pour orienter les futures actions de soutien et bâtir un écosystème entrepreneurial plus dynamique et inclusif.

E.J.



SYNBANK ET SYNASSUR DÉNONCENT LES INÉGALITÉS SALARIALES ET LES PRATIQUES ABUSIVES DANS LES SECTEURS BANCAIRE ET ASSURANTIEL AU TOGO



Le Syndicat des Employés et Cadres des Banques, des Établissements Financiers et des Assurances du Togo (SYNBANK) et le Syndicat des Employés et Cadres des Assurances du Togo (SYNASSUR) s'attaquent aux disparités de rémunération et aux abus managériaux dans le secteur. Les membres desdits syndicats avec à leur tête M. Awoula Yati BABA, Secrétaire général du SYNBANK accompagné de son homologue de SYNASSUR M. Ico Comlan MABUDU, réunis en Assemblée générale ce samedi 16 août 2025 à Lomé ont discuté des questions cruciales liées aux droits des travailleurs du secteur financier.

Les préoccupations comprennent l'analyse et la prise de décisions définitives sur les augmentations de salaire, l'utilisation de la masse salariale comme motif de licenciement économique, ainsi que des discussions sur les dossiers de SUNU Bank Togo et d'Ecobank Togo.

Des salaires inégaux et injustes

Les participants ont dénoncé les disparités salariales importantes au sein de la corporation, où les salaires peuvent varier du simple au double voire au triple pour des postes similaires. Les syndicats estiment que cela constitue un problème d'équité et de justice sociale.

Situation à SUNU Bank Togo

Le cas de SUNU Bank Togo a été un point majeur des discussions, notamment en ce qui concerne des licenciements pour motif économique et des traitements dégradants infligés aux travailleurs. Selon les syndicats, la situation économique de l'institution est « totalement imputable aux dirigeants ». Un rapport de la Commission Bancaire de l'UMOA aurait d'ailleurs affirmé que la masse salariale n'a jamais dépassé le montant budgétisé et validé par le Conseil d'Administration de la banque. Le rapport de gestion à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 janvier 2025 mentionne une augmentation de 230% des crédits douteux et litigieux entre 2023 et 2024. Le fait que le rapport provisoire de la Commission Bancaire de l'UMOA concernant la masse salariale n'ait pas été communiqué aux représentants du personnel, qui contestaient le motif de licenciement basé sur la masse salariale, renforce la position des travailleurs selon laquelle la masse salariale n'est pas la cause des difficultés économiques actuelles de la banque.

Les syndicats ont également dénoncé des cas de harcèlement moral, psychologique, d'intimidation et de traitements dégradants au sein de SUNU Bank Togo, citant l'ancien Directeur Général et le Président du Conseil d'Administration.

Une correspondance signalant des cas concrets de discrimination et de harcèlement a été adressée au Président du Conseil

d'Administration le 26 mai 2025, sans qu'aucune preuve contraire n'ait été apportée. Le personnel subissait régulièrement des menaces, intimidations et harcèlements, entraînant une augmentation des cas d'hypertension et de décès. Le nombre de décès au sein de SUNU Bank Togo est passé de 3 entre 2010 et 2017 (sous BPEC) à 12 entre 2018 et 2025 (sous SUNU Bank Togo). Les syndicats estiment que ces licenciements visent à « camoufler ces informations » et sont des règlements de compte envers les cadres qui dénoncent cette gestion chaotique.

De plus, le Président du Conseil d'Administration de SUNU Bank Togo aurait unilatéralement réduit les montants d'assurances décès versés aux familles des travailleurs décédés, et aurait également refusé l'octroi du prêt scolaire au personnel, en contradiction avec la politique de la charte africaine des Droits et du bien-être de l'enfant.

Le cas d'Ecobank Togo

Les syndicats ont également abordé le cas d'Ecobank Togo, où un délégué du personnel est en conflit avec la direction. Les participants ont décidé de prendre position sur cette affaire et de soutenir le délégué du personnel.

Par ailleurs, d'autres sujets ont été abordés, notamment l'application de la nouvelle grille salariale au personnel du Centre de Formation

Bancaire du Togo, qui n'est pas encore effective alors qu'elle l'est déjà pour le personnel du Comité des Assureurs du Togo (CAT). Des cas de multiples conseils de discipline dans certaines institutions seront également discutés, citant l'exemple d'un travailleur traduit en conseil de discipline pour avoir signalé à sa hiérarchie qu'un document de son Directeur Général-Adjoint n'avait pas été signé.

Des décisions importantes

Les participants à l'Assemblée générale ont pris des décisions importantes pour défendre les droits des travailleurs du secteur financier. Les syndicats SYNASSUR et SYNBANK sont déterminés à poursuivre leurs efforts pour améliorer les conditions de travail et protéger les droits des travailleurs.

Une mobilisation continue

Les syndicats SYNASSUR et SYNBANK sont déterminés à continuer leur mobilisation pour défendre les droits des travailleurs du secteur financier. Les participants à l'Assemblée générale ont appelé les travailleurs à se mobiliser pour faire face aux défis qui se posent dans le secteur.

Komla Y.

LE CREDIT COMME LEVIER D'INCLUSION ET DE CROISSANCE AU TOGO



Des réformes audacieuses pour financer les ambitions citoyennes

À Togo, l'accès au crédit n'est plus un parcours du combattant. Grâce à une série de réformes et de

mécanismes innovants mis en place par les autorités, les citoyens — en particulier les jeunes, les femmes et les entrepreneurs des TPME — bénéficient désormais d'un environnement financier plus souple, plus inclusif et plus dynamique.

Une croissance portée par la confiance bancaire

Selon les données du Conseil national du crédit (CNC), les banques togolaises ont octroyé 286 milliards de FCFA de crédits entre janvier et mars 2025, soit une hausse de 19 % par rapport à la même période en 2024. Ce bond traduit un regain de confiance des institutions financières envers l'économie nationale, dans un contexte de stabilité politique et de résilience économique.

Les TPME sont les principales bénéficiaires de cette dynamique : leur part dans les financements est passée de 37 % à 44 % en un an, confirmant leur rôle central dans la création d'emplois et la stimulation de l'activité locale.

Une économie en mouvement

Le taux de croissance économique du Togo est projeté à 6,2 % en 2025, après 6,3 % en 2024 et 6,4 % en 2023. Tous les secteurs contribuent à cette performance, notamment : les services marchands, dont

le chiffre d'affaires a progressé de 6,3 % au premier trimestre, le BTP, avec un indice d'activité supérieur de 0,9 point à la moyenne de long terme, l'agriculture et l'agro-industrie, soutenue par une baisse des prix alimentaires et une amélioration de l'offre locale. Cette dynamique est renforcée par des mesures gouvernementales contre la vie chère, qui favorisent la consommation et l'investissement.

Inflation maîtrisée, pouvoir d'achat préservé

L'inflation au Togo suit une tendance de stabilisation. En mai 2025, elle s'est établie à 2,2 % en glissement annuel, contre 2,5 % en avril. Malgré des tensions sur certains produits, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) n'a augmenté que de 0,7 % sur le mois, grâce à une gestion rigoureuse des prix de l'énergie et des denrées de base.

Des mécanismes de crédit adaptés aux réalités citoyennes

Le gouvernement togolais a déployé plusieurs instruments pour faciliter

l'accès au financement : le Fonds de garantie des crédits, qui sécurise les prêts accordés aux PME, l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), qui accompagne les jeunes entrepreneurs, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), qui propose des crédits à taux préférentiels et des procédures simplifiées et le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), qui finance les projets portés par la jeunesse togolaise. Ces dispositifs permettent à des milliers de citoyens de concrétiser leurs ambitions, de créer des emplois et de participer activement à la transformation économique du pays. Le Togo fait du crédit un outil de développement inclusif. En facilitant l'accès au financement, le pays stimule l'entrepreneuriat, renforce la résilience économique et améliore les conditions de vie de ses citoyens.

Togoreveil



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée
l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la
perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie
selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et
citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner
en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de
péage.

**Ceci est un message de la Société Autonome de
Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**

UNE REVOLUTION FONCIERE EN MARCHÉ POUR SECURISER LES VILLES TOGOLAISES



Modernisation, inclusion et transparence au cœur de la réforme urbaine

Face à une urbanisation rapide et à une pression croissante sur les terres, le Togo engage une transformation profonde de sa gouvernance foncière. Longtemps entravé par des pratiques informelles, des litiges récurrents et une administration morcelée, le foncier urbain devient aujourd'hui un levier structurant du développement national.

Une réponse à la pression

urbaine

La croissance démographique et la demande en logements ont accentué la compétition pour l'accès à la terre dans les villes togolaises. Pendant des décennies, les ventes informelles, les baux verbaux et l'absence de cadastre fiable ont généré insécurité juridique, conflits et blocages dans les investissements. Pour répondre à cette urgence, les autorités ont initié une réforme multidimensionnelle : juridique, technologique et institutionnelle.

Un cadre légal rénové : le Code

foncier et domanial

Adopté en 2018, le Code foncier et domanial constitue la pierre angulaire de cette transformation. Il harmonise les règles de gestion de la propriété, reconnaît les droits coutumiers, rend obligatoire la formalisation écrite des baux en milieu urbain et établit la transparence et l'équité comme principes directeurs. Ce texte marque une rupture avec les pratiques anciennes et ouvre la voie à une sécurisation durable des relations locatives et des transactions immobilières.

Le numérique au service de la transparence

Le Guichet foncier unique, désormais opérationnel, centralise toutes les démarches : titres, mutations, plans cadastraux, vérifications. Grâce au système ArcGIS, les parcelles sont géoréférencées et les titres sécurisés contre les fraudes. Depuis août 2024, chaque terrain est identifié par un Numéro unique parcellaire (NUP), garantissant une traçabilité totale. Les délais de traitement ont été réduits de plusieurs années à moins de six mois, et les frais de dossier ont chuté de 15 % à 1,5 % de la valeur du terrain.

Une administration foncière de proximité

La réforme s'étend bien au-delà de Lomé. Des divisions régionales et des conservateurs ont été déployés pour rapprocher les services des citoyens. À Gbatopé, par exemple, plus de 7 000 hectares ont été délimités et cartographiés dans le cadre du projet d'aménagement de l'aéroport, évitant les tensions liées aux expropriations. Cette approche territoriale permet une meilleure couverture, une réduction des déplacements et une gestion plus équitable du foncier.

Inclusion et reconnaissance des droits coutumiers

Le projet Land Reform and Access Project (LRAP), financé à hauteur de 8 millions de dollars, cible les populations vulnérables — femmes, paysans, jeunes — pour leur garantir des titres sécurisés. Ces documents ouvrent l'accès au crédit, à l'investissement et à la reconnaissance légale. Le Forum national du foncier, tenu en juillet 2024, a permis de vulgariser le Code et de lancer la distribution des Livrets fonciers, des documents simplifiés qui résument les droits de chaque propriétaire.

Des résultats concrets et durables

Depuis 2020, le nombre de titres fonciers délivrés est passé de 4 000 à 12 000 par an, avec un objectif de 15 000 titres annuels à moyen terme. Les banques renforcent leur confiance, les litiges diminuent, et les projets urbains avancent plus sereinement. La sécurisation foncière devient ainsi un pilier du développement urbain, de la justice sociale et de l'investissement productif.

Patrick NIMA



WEBINAIRE

Thème :

Mieux comprendre la plate forme digitalisée du laissez-passer



**26
Août**



10H

LOMÉ ACCUEILLE LE PROPHÈTE JEREMIAH OMOTO FUFEY POUR UNE GRANDE CROISADE DE DÉLIVRANCE

Le peuple de Dieu a réservé un accueil digne de son rang à l'homme de Dieu, le prophète Jeremiah Omoto Fufey, arrivé du Ghana ce jeudi 21 août pour la grande croisade de Lomé. À sa descente d'avion à l'aéroport Gnassingbé Eyadema, il a été chaleureusement accueilli par une délégation du peuple de Dieu. Celle-ci était menée par le révérend pasteur Abony Jean de Dieu, de l'Église Maison de Dieu, et l'apôtre Kpodonou Koffi Paul, président de l'Association des Pasteurs et Évangélistes de la Génération de Feu (APEGEF).

Placée sous le thème « Le Temps fixé », cette croisade de quatre jours est organisée par le ministère Christ «Mercy Land Deliverance Ministry» et placée sous le haut parrainage du Saint-Esprit.

Heureux de retrouver la communauté togolaise, le prophète Jeremiah Omoto a souligné que sa présence au Togo s'inscrivait dans une mission de paix. « Le Seigneur m'a dit de venir visiter et prier pour le Togo », a-t-il déclaré. « Je suis ici parce que Dieu m'a dit de venir libérer la terre togolaise. Beaucoup de mon peuple souffrent en ce moment, aux mains de l'ennemi. »

Il a ajouté : « Je viens tout juste d'Accra, au Ghana, et je crois que les gens ont déjà regardé mes vidéos sur tout ce qui s'est passé là-bas. En voyant cela, ils auront l'espoir de vivre la même chose ici. Je suis là pour que le peuple de Dieu soit célébré au Togo. » Il a ainsi invité chacun à venir vivre les merveilles de Dieu.

Du 21 au 24 août 2025, le public est attendu au Centre Olympafrica, terrain d'Olufade, pour faire l'expérience de miracles, de



guérisons, de délivrances, de restaurations et d'une visitation surnaturelle sous l'onction de l'homme de Dieu. Pour le prophète Jeremiah Omoto, le Dieu de la Bible est toujours vivant. « Je suis venu au Togo pour que tous les Togolais aient un témoignage. Et je crois que le peuple de Dieu recevra son témoignage et sera dans la joie », a-t-il affirmé, rassurant l'assemblée : « Mon Dieu ne vous décevra pas. Mon Dieu n'a jamais déçu. Et vous ne serez plus jamais les mêmes. »

Le révérend pasteur Abony Jean de Dieu a expliqué le sens profond du thème «Le Temps fixé». «Vous savez, nous, les hommes, avons notre temps. Mais Dieu a son temps », a-t-il expliqué. « Cela fait plus d'une dizaine d'années que nous souhaitons qu'il vienne au Togo, mais il nous a toujours dit que le temps viendrait. Et soudain, il se lève et annonce que le Seigneur lui a demandé de venir au Togo. C'est pour cela que nous avons choisi ce thème. Quand nous voyons les démarches et ce que nous avons vécu jusqu'à présent,

c'est véritablement le temps de Dieu. Si ce n'était pas le temps de Dieu, cela n'aurait pas été possible. »

Tous les serviteurs de Dieu, sans distinction – apôtres, prophètes, évangélistes, pasteurs, missionnaires – sont conviés à cet événement afin d'intercéder pour le Togo.

Après son séjour au Togo, l'homme de Dieu poursuivra sa tournée dans d'autres pays notamment le Nigeria et la Zambie.

28 NOV
14 DEC
2025

FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ

20^e

Foire de toutes les opportunités

FOIRE INTERNATIONALE DE

40 ANS

LOMÉ

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

Thème : « 40 ans d'histoire, 20 éditions : un regard sur le passé, un cap sur l'avenir »

+228 91 20 70 70 | +228 99 20 70 70

www.cetef.tg

CETEF
TOGO-2000

Soins gratuits au Togo :

DES MILLIERS DE VIES SOULAGEES PAR UN ÉTAT AU CHEVET DES PLUS VULNERABLES



À Togo, la santé publique ne se limite plus aux hôpitaux. Elle se déploie sur les routes, dans les villages, au cœur des quartiers populaires et jusque dans les camps de réfugiés. À travers une série d'initiatives de soins gratuits, l'État togolais affirme une vision inclusive de la santé : accessible, équitable et solidaire.

Des campagnes médicales qui vont à la rencontre des citoyens

Du 16 juin au 3 juillet 2025, la région maritime a été le théâtre d'une opération médicale foraine d'envergure, initiée pour commémorer les 20 ans du rappel à Dieu du feu président Gnassingbé Eyadema. Cette campagne, portée par les Forces armées togolaises (FAT), a permis de soigner plus de 9 000

personnes, réaliser 486 opérations chirurgicales gratuites, effectuer 356 échographies. Dans la région de la Kara, une initiative similaire a touché 10 510 patients, avec 469 interventions chirurgicales et 426 échographies. Ces chiffres traduisent une mobilisation exceptionnelle des équipes médicales et une réponse directe aux besoins des populations souvent éloignées des structures hospitalières.

Une lutte nationale contre la cécité

Depuis juin 2024, le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique mène une campagne nationale contre la cataracte, principale cause de cécité au Togo. Objectif : 2 000 yeux opérés gratuitement sur l'ensemble du territoire.

Dans les Plateaux, entre le 19 et le 24 mai 2025, 151 patients ont bénéficié de ces interventions, soutenues par la Banque islamique de développement (BID). Au-delà des actes médicaux, ces campagnes sont aussi des moments de sensibilisation sur la prévention et les soins précoces.

L'Assurance Maladie Universelle : un pilier d'inclusion sociale

Le déploiement de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) marque une avancée majeure dans la protection sociale. Du 2 au 12 septembre 2024, une opération mobile AMU a permis à 6 250 personnes dans 34 localités de recevoir des soins gratuits, des dépistages et des conseils de santé. Cumulées aux deux précédentes

campagnes dans le Grand Lomé, la Maritime et la Kara, ce sont 23 226 bénéficiaires qui ont été pris en charge. En juillet 2024, une campagne foraine organisée par l'INAM dans la Kara avait déjà permis de soigner 5 616 patients en dix jours.

Une attention particulière aux plus démunis

Le 23 juin 2025, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, une campagne de consultations médicales gratuites a été lancée dans la région des Savanes. Plus de 2 000 réfugiés ont reçu des soins, des bilans de santé et des médicaments. Ces gestes, au-delà de leur portée médicale, incarnent une politique de dignité et d'humanité. Ils traduisent la volonté de ne laisser personne de côté, quelles que soient les origines

ou les conditions sociales.

Une gouvernance fondée sur la solidarité

À travers ces actions, le Président du Conseil des ministres, Faure Essozimna Gnassingbé, réaffirme un principe fondamental de sa gouvernance : la santé pour tous, partout, sans condition de revenu ni d'origine.

Ces campagnes ne sont pas de simples opérations ponctuelles. Elles s'inscrivent dans une stratégie nationale de justice sociale, de proximité et de transformation durable du système de santé.

Togoreveil



SAVEURS AFRICA
LES DÉLICIES DE L'AFRIQUE

EN VENTE ICI

**POUR VOTRE PLAISIR
CONSOMMEZ LOCAL**

100% Naturel

Contacts: +228 70 37 70 84 / +229 51 46 40 23




 yas

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones



yas.tg

#Alèz

250F

250Mo

+100F

375Mo

1 jour

***909*250#**